Prolétaires de tous les pays, unissez vous!



n° 48
p.a.f. 0,60 € - décembre 2014

Périodique du groupe Lutte Ouvrière - Arbeidersstrijd (communiste trotskiste)

Face au programme des patrons… celui des travailleurs

Dans ce numéro:

De Stem van de Arbeiders is ook in het Nederlands verkrijgbaar

Pénurie de médecins, conséquence des politiques pro-patronales

En Flandre, un examen d'entrée limite l'accès aux études de médecine. En Wallonie et à Bruxelles, seul un étudiant sur deux recevra un numéro Inami, qui permet un remboursement des soins et des prescriptions par la Sécurité sociale.

La ministre fédérale de la santé, Maggie De Block (OpenVLD), justifie cette politique en prétextant « qu'il y a trop de médecins ». Or, un rapport de son administration révèle qu'en 2012 le nombre réels de médecins effectivement en activité à temps plein n'était que 8 460 généralistes au lieu de 14 277.

Une situation qui ne pourra que continuer de s'aggraver du fait des restrictions, alors qu'avec 6,7 généralistes pour 10 000 habitants, la Belgique est en dessous du seuil de pénurie établi par l'OMS à 9 médecins pour 10 000 habitants.

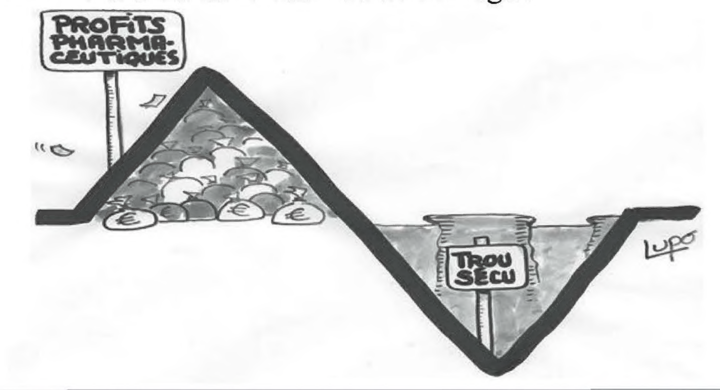
En réalité, les ministres de la Santé, qu'ils viennent de l'OpenVLD ou du PS, s'appliquent à limiter le nombre de médecins pour limiter les dépenses de la sécurité sociale pour pouvoir continuer à baisser les cotisations sociales des employeurs… et augmenter les dividendes versés aux actionnaires.

La Sécu complice du pillage… de la Sécu

L'association de consommateurs Test-achats dénonce une entente entre les deux multinationales Roche et Novartis pour éviter la concurrence dans la production d'un médicament contre une maladie dégénérative de l'oeil. Cette maladie touche plus de 30 000 personnes rien qu'en Belgique. Elle a été traitée pendant longtemps avec l'Avastin commercialisé par Roche au prix de 40 euros par injection (il en faut une vingtaine par patient).

Avec l'arrivée sur le marché d'un traitement spécifique, le Lucentis de Novartis au prix de 830 euros l'injection, l'Avastin ne peut légalement plus être utilisé.

En réalité derrière ces arguments légaux ou scientifiques il y a des interêts très matériels: Roche et Novartis ayant des actionnaires en commun, ont tout intérêt à commercialiser le plus cher des deux médicaments. Test-achats a estimé à 128 millions d'euros le butin de ce vol légal.



Qui sommes nous

Le capitalisme montre tous les jours qu'il n'est pas seulement un système injuste et violent, mais qu'il est une sérieuse menace pour l'humanité : il cause les crises, les guerres, l'épuisement des matières premières et des milieux naturels. Ces grands problèmes ne peuvent être résolus sans mettre fin à l'anarchie de la société capitaliste actuelle, qui est divisée en classes sociales et repose sur la concurrence économique et l'égoïsme individuel.

Lutte Ouvrière organise des hommes et des femmes qui sont convaincus que le communisme est le seul avenir pour l'humanité.

Nous sommes convaincus que les travailleurs peuvent remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle et humaine, car ils constituent la majorité de la population et font fonctionner toute la société. Et ils n'ont aucun intérêt personnel au maintien de l'actuelle société.

Nous sommes convaincus que les travailleurs ont les moyens de remplacer l'État de la bourgeoisie et de soumettre les grandes entreprises et les banques ainsi que tout le fonctionnement de l'économie et de la politique à leur contrôle collectif et démocratique. C'est la condition pour que la majorité de la population puisse effectivement exercer le pouvoir et organiser la société dans l'intérêt de tous.

De plus, nous défendons l'idée que les travailleurs n'ont pas de patrie et qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut être libre. Nous nous revendiquons du manifeste communiste de Karl Marx et Friedrich Engels qui finit par l'appel : Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !

Lutte Ouvrière – Arbeidersstrijd fait partie de l'Union communiste internationaliste (trotskiste) dont la section la plus connue est Lutte Ouvrière en France, le parti d'Arlette Laguiller et Nathalie Arthaud.

Nous nous revendiquons de Trotski, le révolutionnaire russe et compagnon de Lénine, qui a été assassiné pour n'avoir jamais plié et avoir défendu jusqu'au bout les idées communistes contre le stalinisme.

Pour nous contacter:

Ecrire à **BP 62 5100 Jambes**, sans autre mention

à **contact@lutte-ouvriere.be**,

ou par téléphone au **0479-44.81.52**.

éditeur responsable: P. Lambert, même adresse

Site internet :

http://www.lutte-ouvriere.be

Abonnements:

Normal: 8,50 € pour 10 numéros (1 an)
Avec soutien: 15 € pour 10 numéros (1 an)

Vous pouvez vous abonner à La Voix des Travailleurs :
Par virement au numéro de compte
IBAN : BE16 0004 2035 6974 ; BIC : BPOT BEB1
avec la mention : abonnement VdT
(N'oubliez pas de nous envoyer un mail avec vos coordonnées à contact@lutte-ouvriere.be)

Ou par envoi de vos coordonnées et du prix de l'abonnement à la boîte postale BP 62 5100 Jambes.

Face au programme des patrons… celui des travailleurs

"Faire ce que je fais jusqu'à 67 ans, c'est impossible“ c'est le sentiment qu'expriment beaucoup de grévistes et de manifestants face aux mesures annoncées par le gouvernement Michel.

En effet, que ce soit dans les usines ou dans les bureaux, le privé ou le public, qu'on soit ouvrier, employé, cheminot, enseignant, infirmière ou postier, on travaille beaucoup plus qu'avant. Au fur et à mesure des restructurations, et des licenciements de ces dernières années, la charge de travail de ceux qui ont gardé un emploi a augmenté partout et de plus en plus rapidement.

Quant aux salaires, ils ont souvent régressé. Le chômage permet au patronat de demander toujours plus, pour des salaires toujours plus bas. Cela n'a pas empêché les prix d'augmenter et les fins de mois arrivent de plus en plus tôt. Alors, le saut de l'index, pour beaucoup de travailleurs, c'est la goutte qui fait déborder le vase!

Oui, on n'en peut plus ! Et on ne peut plus accepter d'autres reculs !

Le ras-le-bol a mis de nombreux travailleurs dans la rue. Et c'est vrai que c'est en se défendant tous ensemble qu'on peut faire reculer le gouvernement et le patronat ! A condition d'avoir un programme et des revendications qui défendent les intérêts de l'ensemble du monde du travail.

Demander le retrait des mesures annoncées ne suffira pas.

D'abord le gouvernement peut tenter de négocier, reculer sur l'âge de la pension, mais faire passer le reste de la réforme des pensions qui les réduira à peau de chagrin. De même, il peut se limiter à une nouvelle manipulation de l'index plutôt que d'appliquer un saut. Et si le gouvernement renonçait à l'ensemble de ces atteintes à notre niveau de vie, cela voudrait dire que nous serions devenus forts. Alors pourquoi se limiter au seul recul du gouvernement ? Il faudra aussi empêcher les patrons de continuer à s'attaquer aux salaires en s'appuyant sur le chômage.

Pourquoi accepterions-nous encore que les uns croupissent au chômage, tandis que les autres s'usent au travail pour un salaire insuffisant ?

Nos salaires, nos pensions, notre temps de repos sont partis gonfler les profits ! Et c'est là qu'il faut les récupérer. C'est leurs profits ou nos salaires !

Les capitalistes ont leur programme : préserver leurs profits, coûte que coûte, quitte à jeter des millions de gens à la rue, à priver les jeunes de toute perspective de trouver un travail qui leur assure une existence, quitte à ruiner des régions, voire des pays entiers. Pour les travailleurs, cela signifie le retour à la misère, le chômage et demain la guerre...

Alors il faut y opposer le programme des travailleurs.

Leur salaire est la seule chose que les travailleurs ont dans cette société. On ne peut accepter qu'il soit sacrifié ! Il y a moins de clients dans les Delhaize, on vend moins de voitures ? Qu'ils prennent sur les profits passés et présents pour maintenir les emplois et augmenter les salaires, qu'ils demandent aux riches actionnaires de renoncer à leurs dividendes pour maintenir un pouvoir d'achat suffisant des travailleurs et de leur famille. Sinon ce sera ce que veut imposer Delhaize : perdre son travail ou travailler pour 90 € de moins, c'est-à-dire des milliers de familles privées de leurs moyens d'existence !

Alors, la mesure la plus urgente est d'interdire les licenciements et de répartir le travail entre tous, sans perte de salaire, en prenant sur les profits !

Les prix augmentent ? Il faut que les salaires augmentent en conséquence !

Il faut une vraie indexation des salaires, sous le contrôle des travailleurs ! Ce ne sont pas les « experts » issus du patronat, de la bureaucratie syndicale et du gouvernement qui sont les mieux placés pour savoir quel est la part du salaire qui sert à payer le loyer. Ce sont les travailleurs eux-mêmes.

Les patrons prétendent qu'il n'y a pas d'argent ? Qu'ils montrent leurs comptes ! **Il faut abolir le secret des affaires et rendre public tout ce qui se passe dans les entreprises.** Ainsi, tout le monde pourrait voir où est parti l'argent. Dans les salaires soi-disant trop chers ? Ou dans les dividendes, la spéculation, les pots de vins, des œuvres d'art ?

Les dirigeants syndicaux qui parlent au nom des travailleurs ne mettent pas en avant ces simples mesures de bon sens. Mais les manifestations et piquets sont l'occasion pour les travailleurs d'en discuter… et de se préparer à prendre la parole eux-mêmes !

SNCB : le mot est lâché

Dans une lettre aux syndicats, Jo Cornu, le dirigeant de la SNCB, a évoqué la privatisation des chemins de fer… si les cheminots n'acceptent pas de changer « certaines règles liées à leur statut ».

Voilà le même chantage que connaissent les travailleurs de tous les secteurs : si vous n'acceptez pas des sacrifices, ce sera pire. Et chaque fois, quand les travailleurs ont accepté les sacrifices, ils ont eu aussi le pire.

Alors non, les cheminots ne peuvent pas accepter de renoncer à quoi que ce soit. Mais ils peuvent être le fer de lance de la riposte de l'ensemble des travailleurs !

Ils se parlent. Sans nous en parler.

Des représentants des syndicats et du patronat se seraient rencontrés à plusieurs reprises. Pour parler de quoi, sur base de quel mandat, de quelles revendications ? Mystère.

De négociations derrière des portes closes, rien de bon ne peut sortir pour les travailleurs. Avant de négocier, il faudrait déjà que tous les grévistes se mettent d'accord sur des revendications, qu'ils donnent mandat de négocier sur cette base et qu'ils puissent contrôler ce qui se discute dans ces réunions.

Mais les bureaucrates qui usurpent actuellement la direction des syndicats ne veulent pas rendre des comptes aux travailleurs. Si on veut un syndicat qui nous représente réellement, il faudra s'organiser pour contrôler nos dirigeants, et les remplacer si nécessaire !

Comment le vent se lève…

Alors que l'aube se lève, ce lundi 24 novembre, un petit groupe de travailleurs apprécient la présence du piquet de grève devant l'entrée du chantier de la gare de Mons. Même si, pour cette fois, ils ne peuvent pas encore s'y joindre. Leur satisfaction ? Pouvoir souffler, bien sûr. Ces travailleurs portugais travaillent en effet 7 jours sur 7. Ils sont épuisés. Et c'est difficile de se reposer, dans leur chambre de 6m2… où ils doivent dormir à 8 ! Difficile de se restaurer et de se détendre dans une cuisine exigüe pour 16 ! « C'est de l'esclavage » s'énerve l'un d'eux. Bien entendu, leur patron portugais a sa réponse prête pour ceux qui protestent contre ces conditions de vie, pour ceux qui voudraient obtenir plus que 8 € de l'heure : « si tu n'es pas content, retourne au Portugal, dans ton village, il y en a 10 qui attendent ta place ». Mais seuls face au patron, ces travailleurs savent qu'ils n'ont pas le choix.

Au Portugal, le gouvernement a imposé de telles mesures d'austérité que de nombreuses familles n'ont plus d'autre ressource que le salaire envoyé par l'un des leurs, émigré en Allemagne, en Suisse, en Belgique…

Alors, en attendant, ils serrent les dents, et sacrifient leur santé pour le plus grand profit des entreprises belges, comme Derthe, Wanty, et bien d'autres, qui sont les véritables donneurs d'ordre de ces sous-traitants.

Un scandale, parmi tant d'autres qui permet d'accumuler des fortunes pour une petite poignée, et la colère pour beaucoup d'autres. Souhaitons qu'elle explose bientôt pour balayer cette exploitation !

Echos des entreprises

Audi / VW - Forest

Jour après jour

Le groupe VW a annoncé avoir réalisé 9,145 milliard d'euros de bénéfice net pour 2013. Et ce sont là les bénéfices officiels, après tout ce qui a pu être camouflé de différentes façons.

Cela veut dire que les 572 800 employés du groupe ont rapporté chacun en moyenne 15 965 € par an aux actionnaires de VW, soit 1 330 € par mois. Cela veut dire qu'on travaille 3 à 4h de la journée pour les profits des actionnaires et le reste pour notre salaire !

Et les actionnaires disent qu'on coûte trop cher ? Mais eux, qu'est-ce qu'ils ont rapporté ? Rien !

Mois après mois

Mais les actionnaires en veulent toujours plus. Ainsi, ils lorgnent sur le groupe Toyota qui a annoncé 8,5 milliards d'euros de bénéfice net pour les derniers 6 mois d'exercice, soit en moyenne 400 € de bénéfice net par jour et par salarié !

Ce qui fait que chez Toyota, sur 8 heures, les ouvriers travaillent 1h40 pour leur salaire et le reste pour les bénéfices des actionnaires !

Voilà vers quel degré d'exploitation veulent aller les actionnaires de VW en annonçant 5 milliards d'économies.

Quand ils respirent, on suffoque

Les dirigeants du groupe VW assurent qu'il n'y aurait pas de licenciements (en Allemagne)… sauf pour les intérimaires. Comme l'a dit un manager : « grâce aux intérimaires, la production peut respirer ». Pourquoi, les intérimaires n'ont pas besoin de manger tous les jours et de se loger ?

Qu'on soit CDI ou intérimaire, on a intérêt de prendre son souffle, car si on ne veut pas être chômage, ni travailler comme des esclaves pour engraisser les actionnaires, il faudra s'organiser et lutter ensemble !

Plonger dans le trou sans fond

La dette de l'Etat belge atteint à nouveau près de 107% du PIB, contre 87% en 2007, avant la crise bancaire. En 7 ans, malgré des économies « les plus importantes depuis la 2ème guerre mondiale » (dixit Di Rupo), la dette a augmenté de plus de 100 milliards d'euros.

Cet argent n'a pas été dépensé pour les pensions, les allocations de chômage, pour assurer un meilleur enseignement ou un meilleur transport à la population. Où est-il passé ? Dans quels coffres forts a-t-il disparu ?

C'est la question à poser, plutôt que d'accepter de nouveaux efforts.



Les grévistes de Hasselt manifestent leur colère contre la politique anti-ouvrière du gouvernement.

A bas la torture... de l'index

En aucun cas on n'acceptera un saut d'index, disent les dirigeants syndicaux. Mais le saut d'index n'est qu'une façon de le rendre inopérant. On peut aussi... lui enlever l'essence et tenir moins compte des loyers comme l'a fait Dehaene en son temps, y intégrer des prix soldés et les produits blancs et permettre une recomposition annuelle du panier de produits comme l'a fait Di Rupo, ou encore, comme certains en discutent actuellement, augmenter seulement le salaire poche, et pas la part versée à la sécurité sociale pour les pensions notamment...

L'index subit la torture depuis de trop nombreuses années. Il est temps que les travailleurs lui viennent au secours et lui rétablissent sa santé.

Garantie jeunes - l'exploitation garantie

D'après la Commission européenne, les pays membres doivent « garantir un emploi, un stage ou un apprentissage » aux jeunes dans les 4 mois après leur sortie d'école ou la perte d'un emploi.

Mais il n'est évidemment pas question d'obliger les patrons à quoi que ce soit. Ainsi, à Bruxelles, à partir de janvier 2015, les patrons pourront disposer pendant 6 mois d'un jeune pour 200 €/mois seulement. Cela ne créera pas plus d'emplois que les plans d'insertion professionnelle et autres « Rosetta » précédents.

Le système capitaliste n'a pas d'autre avenir à proposer aux jeunes que celui d'un retour au 19ème siècle... ou alors les jeunes engageront une lutte pour imposer un autre avenir, pas capitaliste celui-là !

« Tout le monde trinque » ?

La famille multi-milliardaire Mulliez (Auchan, Décathlon...), établie dans le Tournaisis pour payer moins d'impôts, a-t-elle lu les déclarations de l'échevine des finances de Tournai : « en 2015, tout le monde trinque » ?

Pour combler le déficit de la ville, le conseil communal a demandé une dérogation pour augmenter les taxes communales au-delà des limites légales. Tous les documents administratifs deviendront payants. Pour diminuer les effectifs du personnel communal, seul un départ sur 3 sera remplacé. Le CPAS, débordé, doit présenter un plan de mesures d'économies.

Oui, les communes font le sale boulot de l'austérité, pendant que les riches trinquent à leurs profits.

La violence ? Contre qui ?

Avec 120.000 manifestants, la mobilisation du 6 novembre dernier a été un grand succès. Mais ce sont les violences à la fin de la manifestation qui ont retenu l'attention des médias.

Pourtant, ce sont avant tout les travailleurs qui reçoivent des coups, et des coups d'une violence croissante !

Les licenciements, les difficultés financières toujours plus importantes, le manque de perspectives pour les jeunes qui savent déjà que pour avoir un travail, même précaire, il faut donner toujours plus, et souvent au sacrifice de sa santé, les démarches interminables pour trouver un emploi en se faisant refuser encore et encore : c'est la violence subie au quotidien par des millions d'exploités.

Oui, la lutte de classe bat son plein, et oui, il est temps de riposter.

Mais ce n'est pas dans des bagarres stériles avec les forces de l'ordre capitaliste, pas en jetant des pétards dans les jambes d'autres manifestants, et encore moins en cassant les voitures d'autres travailleurs qu'on rendra les coups à ceux qui nous en donnent ! Taper sur les flics, c'est comme pour le taureau d'encorner la muleta, ce n'est pas la bonne cible !

Les possédants et les ministres à leur service ne se laisseront pas impressionner par des pavés qui volent. Ce ne sont pas eux qui les prennent dans la figure... Par contre, voir des travailleurs de plus en plus nombreux manifester pour exiger leur dû, suffisamment sûrs d'eux pour faire entendre raison à ceux dans le cortège qui s'amusent avec des pétards, et qui ne tombent pas dans la première provocation policière venue, la classe capitaliste y verra le signal que le rapport de force est en train de changer et qu'il y a urgence à lâcher du lest.

Contrôler les chômeurs… ils ne savent faire que ça.

Le gouvernement veut permettre d'utiliser systématiquement les données de consommation de gaz et d'électricité des ménages obligés de survivre au chômage pour contrôler si les chômeurs déclarés isolés le sont vraiment.

Les gouvernements aident les plus riches à ne pas payer leurs impôts, mais ils s'en prennent aux plus pauvres.

Ce système injuste n'a pas d'avenir.

Tax-shift: un nouvel emballage pour un plat qui sent mauvais

Tout le petit monde politique parle de « Tax-shift » (en français: glissement fiscal): le gouvernement, l'opposition, la commission européenne, et les syndicats aussi s'y sont mis. Le Président de la CSC a récemment déclaré qu'il était prêt à reprendre les négociations si le gouvernement envisageait un tax-shift.

Mais la commission européenne qui pousse le gouvernement dans ce sens, entend remplacer la taxe sur le travail par une augmentation de la TVA, une taxe environnementale, sur le patrimoine…

Ce qui veut dire que ce serait encore aux travailleurs de payer, mais autrement!

L'avantage de ce nouveau mot, c'est de permettre de mener la même politique en faisant croire que cela va changer.

Si c'est lui qui le dit…

Di Rupo déclare dans la presse que 70% des mesures du gouvernement fédéral actuel viennent de son précédent gouvernement. Et il se vante des 22 milliards « d'assainissement » de son gouvernement qui était, d'après lui, « correct » et « équilibré ».

En effet, que le gouvernement soit de gauche ou de droite, c'est toujours aux patrons qu'il fait des cadeaux, sur le dos des travailleurs !

Et si on taxait l'hypocrisie ?

Sur les 1,2 milliards d'euros empochés par la vente d'OmegaPharma, le patron Marc Croucke payera… 0% d'impôt. Les plus-values sur actions ne sont pas imposées en Belgique. Du coup, les ministres du gouvernement Michel se sentent obligés de bavarder autour d'un impôt sur les plus-values.

Mesurette, pas mesurette ? Les entreprises tremblent : vont-elles devoir payer plus que… les 8,5 % d'impôts qu'elles payent en moyenne en Belgique, selon l'OCDE ?

Paul qui crie… et Paul qui pleure

« On peut discuter », « Je suis prêt à écouter toute alternative » : reconnaissait Paul Magnette, confondu d'excuses, la semaine passée.

Le bourgmestre de Charleroi ne discutait pas des suppressions d'emplois avec les travailleurs de sa ville. Le Ministre-Président du Gouvernement wallon ne répondait pas aux fonctionnaires du non remplacement de 4 départs sur 5 dans la fonction publique. Il avait en face de lui les patrons, fâchés de son projet de taxe sur l'outillage.

Cette taxe, supprimée par le plan Marshall… en 2004, que voulait rétablir Magnette, permettait aux communes d'investir et d'entretenir les infrastructures, les routes, l'éclairage public, qu'utilisent aussi les entreprises pour leurs activités. On ne doute pas que Magnette trouvera avec les patrons « une alternative » pour financer cela… sur le dos des travailleurs.

Le profit ne crée pas l'emploi

Timmermans, le patron de la fédération des entreprises belges (FEB), n'était pas content de la grève. « La grève n'a jamais créé de l'emploi », dit-il. Et selon lui, il faut se réjouir des profits des entreprises plutôt que de vouloir les taxer. Car quand les capitalistes font des profits, ils créent de l'emploi, prétend-t-il.

Monsieur ne lit pas la presse économique (où il pense qu'il peut nous raconter n'importe quoi), car les grandes entreprises distribuent aujourd'hui en moyenne 80% de leurs profits aux actionnaires pour gonfler leurs fortunes… au lieu d'investir ou de créer des emplois ! Et même beaucoup procèdent à des suppressions d'emplois !

Alors n'en déplaise à Timmermans, si on veut un emploi et un salaire, il faut forcer les capitalistes à restituer cet argent… notamment par la force de la grève !



De l'argent il y en a, dans les poches du patronat

En 2014, 1 200 grandes entreprises cotées en bourse, distribueront 1 200 milliards de dollars de dividendes à leurs actionnaires. Cela fait deux fois et demi la masse de toutes les richesses produites cette année en Belgique, et 133 milliards d'euros de plus qu'en 2011, dernière année record.

Non, vraiment, il n'y a pas de raison de se serrer la ceinture !

Pour faire payer les riches, il faut que les travailleurs les soumettent à leur contrôle.

Il est de plus en plus visible que les mesures d'austérité pèsent sur les seules classes laborieuses : par les licenciements, les baisses de salaires, l'augmentation des taxes de toutes sortes, la réduction des budgets des services publics essentiels à la population, comme les hôpitaux et les transports. Tandis que les riches qui se sont enrichis avant et pendant la crise, n'arrivent plus à cacher qu'ils ne payent quasiment pas d'impôts.

Du coup, Kris Peeters, ministre fédéral de l'emploi, chargé des négociations avec les dirigeants syndicaux, s'est dit favorable à un impôt sur les revenus des grandes fortunes.

Mais il y a le bavardage à destination des dirigeants syndicaux, et puis il y a les faits. Tous les gouvernements successifs auxquels le CD&V et les Partis socialistes ont participé, ont promis une telle taxe à chaque élection et ils ont fait le contraire.

Ils ont diminué l'impôt nominal des sociétés, de 47% à la fin des années 80 à 33% aujourd'hui. Ils ont permis aux grandes entreprises de déduire des intérêts « notionnels », réduisant leurs impôts à 2 ou 3%. Ils ont offert une « amnistie fiscale » quasi permanente depuis plus de 10 ans aux gros fraudeurs qui souhaitent rapatrier leur argent mis à l'abri du fisc à l'étranger. Ils ont mis en place le service du « ruling » qui avalise les montages fiscaux avantageux des grandes fortunes pour leur éviter les contrôles. Ils ont supprimé des bureaux de contrôle…

C'est assez ! Il n'y a qu'un moyen de faire payer les riches, il faut que les travailleurs les y contraignent. Et ils ont le droit moral de le faire, car à l'origine de toutes les grandes fortunes, il y a leur travail, dans les usines et les bureaux, sur lequel la classe capitaliste prélève son profit.

Et c'est pour cela que la revendication avancée par les directions syndicales d'« un système juste de la fiscalité, un partage équilibré de la contribution des revenus du travail et des revenus de la fortune, avec un effort particulier des grosses fortunes » n'est pas réalisable. Et elle ne sert qu'à faire patienter les travailleurs, en laissant croire qu'on peut négocier et s'entendre avec les capitalistes.

D'abord le salaire n'est pas un revenu ! Le salaire n'est qu'une petite partie de la valeur créée par les travailleurs en produisant des voitures, en construisant des bâtiments, en fournissant des services, comme les transports, les soins de santé ou l'enseignement. Le gros de la valeur créée par le travail des salariés, revient aux capitalistes sous forme de profit… et part gonfler les grandes fortunes.

Les travailleurs ont donc déjà donné, il n'y a aucune raison de réduire encore leur salaire par des cotisations, des taxes et des impôts. C'est aux capitalistes de payer !

La « répartition équitable de l'effort fiscal » n'existerait que si les capitalistes payaient tout eux-mêmes, pour leur Etat, leur justice injuste, leur police, leur armée, leurs F-16 !

Beaucoup diront qu'un impôt sur les fortunes, ce serait déjà ça. Mais un tel impôt existe dans d'autres pays, par exemple en France, sans que cela empêche l'austérité menée par le gouvernement Hollande, ni l'appauvrissement de la classe laborieuse !

Ce n'est pas parce qu'une loi sur un tel impôt existerait que les riches s'en acquitteraient, vu qu'ils ne payent déjà pas leurs impôts aujourd'hui. Les patrons et les gouvernements n'ont aucun mal à savoir combien gagne chaque travailleur, le fisc non plus. Mais les fortunes des riches sont protégées par des secrets de tout genre : le secret des affaires, le secret bancaire, et c'est à ce point que les riches ne doivent même pas déclarer les actions et autres titres financiers qu'ils possèdent.

Alors réclamer un impôt sur la fortune n'a de sens qu'en réclamant aussi la levée du secret des affaires, du secret bancaire, et le contrôle des comptes des entreprises et de leurs propriétaires par les travailleurs.

Oui, les travailleurs ont les moyens de contrôler où vont les richesses, car ils sont partout : ils voient les matières premières qui rentrent dans les usines, et les produits finis qui en sortent. Ils sont dans les bureaux où ils établissent les factures, dans les banques où ils encodent les virements, et même les accords secrets de « ruling » ou autres passent souvent par les mains d'une secrétaire. En mettant toutes ces informations ensemble, ils peuvent contrôler où vont les richesses et imposer une autre répartition.



Est-ce vraiment « normal » ?

La « conseillère environnement » de la Commune de Feluy (près de La Louvière) prévient la population que « d'immenses fumées noires, des flammes ou des vapeurs » vont être dégagées par le site de Total Petrochemicals durant les deux premières semaines de décembre. En effet, le site, qui produit du polypropylène et du polyéthylène, doit subir un entretien et « les produits qui doivent être évacués seront brulés par les torchères ». « C'est la procédure normale », rassure la conseillère.

On aimerait toutefois avoir l'avis d'autres « experts », comme les travailleurs du site, notamment ceux des nombreuses entreprises sous-traitantes, qui connaissent par expérience le degré d'usure et de vétusté atteint par les installations dans de nombreuses entreprises de la Pétrochimie, en dépit des bénéfices florissants qu'elles réalisent.

My Black-Out

140 000 ménages clients de Lampiris ont participé volontairement à « un test de délestage » après avoir reçu un SMS de leur fournisseur : « Diminuez votre consommation d'électricité de 18h à 19h30. Merci pour vos gestes citoyens ». A défaut d'être capables de fournir de l'électricité à une société moderne, il faut reconnaître un certain savoir-faire aux capitalistes pour organiser le retour à la bougie…

Rosetta : prouesse technique sur fond de barbarie

Après un voyage de plus de 6 milliards de kilomètres, la sonde Rosetta a largué son robot Philae à destination de la comète Choury. Le but de la mission est, entre autres, d'en apprendre un peu plus sur les origines du système solaire et de la vie sur Terre.

Cette réussite scientifique nous montre que si la planète est toujours livrée à la barbarie, à la famine et aux crises, ce n'est pas un problème technique ou de savoir-faire, mais bel et bien un problème d'organisation sociale.

États-Unis : non-lieu scandaleux à Ferguson

Aux États-Unis, le grand jury a rendu son verdict concernant le meurtre de Michael Brown, le 9 août dernier à Ferguson dans le Missouri : Darren Wilson, le policier qui avait tué le jeune Noir de 18 ans, ne sera pas poursuivi. La décision du grand jury, composé de neuf Blancs et de trois Noirs, invoque la légitime défense du policier.

Pourtant, les témoins directs du meurtre soulignaient qu'au moment des tirs mortels Michael Brown, qui n'était pas armé, avait les mains en l'air. L'enquête du grand jury n'est pas publique, et s'apparente à un procès secret : les membres ne sont pas connus, c'est le procureur qui diligente l'enquête. En l'occurrence, l'essentiel des éléments divulgués dans la presse justifient la décision du jury et reposent principalement sur le témoignage du policier. Les témoignages niant la légitime défense ont été récusés au prétexte d'erreurs.

La décision de ce jury a tout de suite suscité une vague de colère à Ferguson, où des émeutes ont éclaté, mais aussi dans tout le pays. Des manifestations ont ainsi éclaté à Los Angeles, Boston, Chicago et dans des dizaines de villes, aux cris de : « Pas d'impunité pour les lyncheurs de la police », « Les flics sont des meurtriers racistes », « Stop à la terreur raciste de la police », etc.

En août, le meurtre de Michael Brown avait déjà suscité une vaste colère. Aux États-Unis, les meurtres de jeunes Noirs par la police sont chose courante. Pour ne citer que quelques cas récents, le 17 juillet dernier à New York, un Noir de 44 ans, interpellé pour revente de cigarettes, mourait étranglé par un des policiers. Le 5 août, un Noir de 22 ans manipulait une arme pour enfants, un jouet, dans un supermarché de l'Ohio où ce produit était en vente ; un policier blanc l'a tué et a été relaxé. Samedi 22 novembre, un enfant noir de 12 ans, qui jouait dans un parc de Cleveland dans l'Ohio avec une arme factice, a été tué par les policiers, au motif qu'il n'avait pas répondu aux sommations. Chaque année, les policiers américains tuent au moins 400 personnes, dont une grande proportion de Noirs.



Policiers à Ferguson

Derrière nombre de ces crimes, il y a le racisme des autorités américaines contre les Noirs et leur mépris des pauvres. Aussitôt rendue la décision du grand jury, Obama l'a justifiée, appelant au calme. Depuis qu'il est au pouvoir, les violences et les discriminations subies par les Noirs n'ont pas reculé, tant s'en faut. C'est contre ce racisme d'État, qu'Obama continue de protéger, que les protestataires de Ferguson et d'ailleurs crient leur colère.

Article extrait du journal Lutte Ouvrière (France)

Ne pas jeter sur la voie publique, svp.